

Colombie : Silence on tue !

13-05-2010

Campagne internationale pour la libération des prisonniers politiques du Catatumbo et l'arrêt des montages judiciaires.

La plus vieille démocratie d'Amérique Latine continue, en toute impunité et dans le silence effrayant de la communauté internationale, sur le chemin des plus sombres dictatures. Nous ne sommes plus beaucoup à être dupe de la farce démocratique des républiques électoralistes, et pourtant nous déplorons que ces seuls attributs, la démocratie écrite dans la constitution d'une part et un semblant d'élection d'autre part, suffisent à absoudre tous les crimes commis en leurs noms. Il faut alors rappeler ceci : si on additionne les crimes, les exécutions, les assassinats, les disparitions, les cas de tortures et les déplacements forcés de population des dictatures des années 70-80 du cono sur (Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay), ce compte macabre reste en dessous de tous les crimes commis par la «démocratie» colombienne depuis le début des années 80. Combien de sang, d'horreurs et de tragédies pour que la Colombie soit en première page des journaux du monde entier, combien de temps encore pour que soient jugés les crimes d'une oligarchie si perverse? Combien de morts, de fosses communes, d'exécutions extra-judiciaires, de «falsos positivos» et de montage judiciaires pour que les peuples se lèvent contre cette démocratie-là? Parce que, ce laboratoire de la perversité ne préfigure pas seulement les futures «démocraties» d'Amérique Latine, mais bien le futur de toutes les démocraties du monde, où, drapées dans des mots et des concepts vidés de leur sens, la terrible loi des puissants et des riches, la terreur du capitalisme et de ses mercenaires, dirigeront l'avenir des hommes et des femmes dans le plus terrifiant des silences et la plus totale absence de justice. Ce qu'il faut faire? Suivre l'exemple de ceux et celles qui luttent avec courage et dignité : l'ASCAMCAT. L'association paysanne du Catatumbo (La Asociación Campesina del Catatumbo - Ascamcat), est une organisation fondée à la fin de l'année 2005 par les habitants de la zone rurale formée par les municipalités de Convención, Teorama, El Tarra et El Carmen, lesquelles font partie de la région du Catatumbo, dans le département Norte de Santander. Cette région frontalière avec le Venezuela est une région stratégique riche en ressource pétrolière et carbonifère, en ressource aquifère et minérale (gisement de coltan et d'or notamment). Notons également que le Catatumbo est le territoire ancestral de l'ethnie Barri, et par la même un lieu historique de résistance à toute les formes d'oppression de puis la conquête espagnole. L'Ascamcat s'est créée comme une proposition associative de reconstruction du tissu social suite à la «démobilisation» des blocs paramilitaire en 2005. Elle se positionne comme une alternative qui permette de générer les conditions d'une vie digne et d'un développement juste pour les habitants du Catatumbo. Sa proposition s'appuie sur ces quelques points intransigeables: La défense du territoire et le refus de tout nouveau déplacement de population; le respect des communautés indigènes, et plus avant de tous les hommes et femmes, ainsi que des enfants du Catatumbo; l'interdiction de la fumigation des cultures à usage illicite et l'arrêt de l'éradication manuelle sans plan de substitution; la résolution des facteurs socio-économiques qui ont donné naissance à l'expansion des cultures de coca; la défense des ressources naturelles et la préservation des écosystèmes; la participation dans les prises de décisions concernant l'aménagement du territoire; le respect à la vie et la défense des droits de l'homme dans la région. Vaste est ambitieux programme pour une région ensanglantée par le paramilitarisme de 2000 à 2005 et submergée par la militarisation des années de la sécurité démocratique des deux mandats du présidents Uribe. Selon les sources, entre 5 000 et 15 000 morts. Le scandale des «faux positifs» est né par là-bas, avec la brigade XXX (la treinta), aujourd'hui dissoute, qui séquestrait des jeunes des quartiers populaires de Bogotá pour les abattre dans la région du Catatumbo, les déguisait en guérillero et ensuite les présentait comme morts au combat, profitant ainsi de cette absurde et macabre politique de résultat instituée par l'actuel candidat à la présidence, Juan Manuel Santos, alors en poste comme ministre de la défense. Vaste est ambitieux programme, qui ne pouvait donc qu'attirer les foudres de l'oligarchie et la mobilisation de toute la force macabre de ceux d'en-haut. La stratégie d'aujourd'hui, celle du moindre coût pour les puissants, est celle des montages judiciaires. Pourquoi se mettre à dos les investisseurs étrangers avec des paramilitaires sanguinaires et violeurs d'enfants, pourquoi se mettre à dos les organisme internationaux à cause de soldats de l'armée nationale prompt à tuer puis déguiser même les ânes en guérilleros, pourquoi tout cela lorsqu'on dispose de tout l'arsenal d'une justice de façade, d'une démocratie de papier, d'un état de droit fictif ? Et ainsi vont les crimes perpétrés à l'encontre de la population catatumbérois proche de l'ASCAMCAT depuis 2009 : * Luz Marina Rodríguez Casadiego, assassinée le 14 juin 2009. Âgée de 46 ans, elle était responsable du poste de santé de Caño Escondido, municipalité de Convención. Deux tirs à bout portant dans la tête alors qu'elle transitait à dos de mule sur un chemin. * Raúl Navarro, assassiné le 7 août 2009. Il était vice-président de la junta de acción communal (mairie locale) de la vereda (petite agglomération paysanne) El Suspiro. Un tir dans la tête et des signes de torture à l'arme blanche à l'estomac et à la jambe droite. * Freddy González García, disparu le 17 septembre 2009 et retrouvé mort le 20 septembre 2009. Âgé de 33 ans, il était juge (fiscal) de quatre veredas. Torturé et mis à mort, son corps a été retrouvé près de la vereda Puerto Barranca. * Léider Antonio Hernández Velásquez et Anderson Camargo Ramírez deux jeunes paysans morts le 5 octobre 2009 à la vereda de San Pablo, municipalité de Teorama. Morts suite à la fusillade organisée par un groupe paramilitaire qui fit irruption dans le village et tira au hasard. Depuis la fin de l'année 2009, les actes d'intimidation à l'encontre de la communauté et des leaders de l'Ascamcat n'ont pas cessé. De l'emprisonnement pour quelques jours de dizaine de personnes à l'intrusion de plus de cinquante militaires dans le territoire de paix qu'est le refuge humanitaire situé à la vereda de Caño Tomas. Le plus grave se déroule cependant depuis le début du mois de février 2010. Suite aux témoignages de supposés démobilisés de la guérilla, la Fiscalía (département de la justice colombienne) a promulgué pas moins de 68 ordres de capture à l'encontre d'affiliés de l'Ascamcat. La communauté a pourtant reconnu le supposé démobilisé de la guérilla et formellement identifié comme un délinquant de la région, impliqué notamment dans des vols à la portière et des extorsions minables. Il faut noter que le statut de démobilisé et de collaborateur de «la justice» offre à ce trouble personnage, outre une protection policière et un salaire, la permission de ne

pas être contre-interrogé par les avocats de la défense comme de ne pas participer à un éventuel procès, pour «sa sécurité». Il n'en faut pas plus pour définir parfaitement ce qu'est un montage judiciaire. Ceux de l'Ascamcat actuellement incarcérés, au nombre de 19, sont sous le coup d'une juridiction exceptionnelle pour les accusations de narcotrafic et de terrorisme, ce qui permet à «la justice» de les maintenir jusqu'à un an en prison, le temps de l'investigation. Liberté pour la Catatumbo, plus de montages judiciaires! Suite à cette vague d'arrestation et à la décapitation de fait de la direction de l'ASCAMCAT, les leaders campesinos ont organisé une rencontre nationale et internationale les 28 et 29 avril, à la vereda de Caño Tomas, municipalité de Teorama, dates qui correspondent également à l'anniversaire du refuge humanitaire monté en ce lieu en 2009 suite aux concentrations de l'armée nationale et des «bavures» en résultant (saccages et vols des cultures, extorsions et intimidations, bombardements et mitraillages au hasard, etc, etc...). Convoqués au lancement de cette campagne intitulé : Libertad por el Catatumbo, no mas montajes judiciales. Somos campesinos no terroristas!, de nombreuses associations de défense des droits de l'Homme, comme les collectifs d'avocats Humanidad Vigente et le collectif Luis Carlos Pérez, des organisations paysannes d'autres départements comme l'ACVC du Magdalena Medio ou ASTRACATOL de Tolima, des syndicats universitaires comme la FEU, des organisations de défense des droits des prisonniers politiques comme la fondation Lazos de dignidad, des journalistes indépendants ou d'organes nationaux comme Caracol Radio, et quelques organisations du Catatumbo vénézuélien voisin comme MOJUCAT – Movimineto de la Juventud del Catatumbo, des organisations internationales de défense des droits de l'Homme comme IPO ou PBI, et bien d'autres compagnons de route de la lutte, venant du pays et de bien au-delà. Récit de la rencontre, 28 et 29 avril 2010, Refuge Humanitaire, Caño Tomas, Teorama Depuis Bogotá est parti un groupe d'étudiant pour rallier Cúcuta, la capitale de l'état de Norte de Santander. Après quatorze heures de voyage, c'est au terminal de bus que d'autres étudiants de Pamplona et de Cúcuta, les journalistes, d'autres organisations sociales et ceux de Barracabermeja et Buccaramengua se joignent à la troupe. Également, à partir de là, tous conterons avec l'accompagnement des internationaux de IPO, l'observatoire international de la paix : c'est qu'il faut maintenant rejoindre La Gabarra et donc passer de nombreux barrages de la police et de l'armée. Ces quelques six heures de camion-bus sur une route parfois défoncée, enjambant des rivières sur des ponts brinquebalant, voient défilés les plantations de palme africaine, la maldita palma, ce vaste méga-projet du gouvernement de substitution des cultures de coca et de développement pour la région, programme qui ne profite qu'aux grands propriétaires, qui empêchent les cultures traditionnelles et la souveraineté alimentaire des paysans de la région, en un mot qui participe à l'anéantissent du monde paysan et ne vise qu'à en faire un vaste sous-prolétariat au service des propriétaires terriens, et qui par-dessus tout appauvrit irréversiblement les terres fertiles. Sur le bord des routes on voit aussi des blindés et des troupes de l'armée nationale armées jusqu'au dents, surtout prêt des forages de pétrole de la zone de Tibú. La ville est derrière nous, les vastes étendues de forêt tropicale remplacent le béton et le bruit tenace de la circulation, la chaleur humide endormirait avec force si les embardées du camion le permettaient, voilà plus de vingt heures que nous sommes en route. Arrivée à La Gabarra, une ville forteresse dont les stigmates de la prise de la ville par les paramilitaires sont encore tenace, dix ans après. Là, avec le concours tacite des militaires de l'armée nationale, les mercenaires des AUC ont tué quelques deux cents personnes en une seule nuit, bombardant et mitraillant, volant et violant, jetant les cadavres dans le fleuve Catatumbo et inaugurant leur sinistre emprise sur la région, ces années de terreur et de sang que certains n'oublieront jamais. Les pirogues qui doivent emmener les quelques cinquante participants ne sont pas là. On se repose un peu, on déjeune, mais on s'agite aussi. Il reste six heures de pirogues et une heure de marche, et si elles ne sont pas là, les embarcations, la piste qui mène au refuge humanitaire sera difficilement praticable en cette saison d'hiver. On apprend que les pirogues ont eu des difficultés, la veille, pour atteindre Caño Tomas avec un autre groupe. Elles ne sont pas là, il faut improviser. La majeure partie part donc entassée sur deux pick-up, le reste passe la nuit à la Gabarra. Les volontaires ne se bousculent pas : qui veut passer la nuit dans une ville bastion du paramilitarisme? Pas les leaders d'organisation paysanne! Après quelques mesures de sécurité, le groupe restant s'organise et s'apprête à profiter d'une courte nuit. Le lendemain il faudra se lever vers les trois heures du matin et emprunter aussi la piste. Que le Catatumbo est beau à l'aube! Sa végétation luxuriante baigné par la transpiration de la terre qui s'éveille, les oiseaux colorés accompagnent de leur chant le ronronnement du moteur qui s'essouffle dans les marres de boue, un paradis meurtri que nous sillonnons avant que l'accablante chaleur de la matinée s'installe. En plein territoire de l'ethnie Barri nous avançons, parfois lentement, sautant du pick-up pour désembourber une roue, et chacun partage ses expériences, de luttes sociales, de luttes étudiantes, de résistance. Un paysan sexagénaire, alias « Clinton », assez robuste pour aider les voyageurs, nous raconte l'histoire triste des lieux que nous dépassons. Ici el cimetario, ici el mortero... des fosses communes et des bosquets où l'on peut encore voir, sans sépulture, les os blanchis des victimes du paramilitarisme. Le compagnon journaliste Manuel demandera plus tard, lors de la conférence de presse, si les autorités n'ont jamais enquêté sur ces lieux de malheur connus de toute la région. Jamais. C'est une plaie mortelle qui fait du Catatumbo un territoire sacré, une raison suffisante pour interdire n'importe quel bulldozer, n'importe quel forage, n'importe quel projet capitaliste. Clinton nous raconte comment la police et l'armée lui ont volé deux mois auparavant la récolte de coca... de ce dur et laborieux travail il n'a pas profité, mais le poste de police s'est enrichi depuis lors de ventilateurs et autres objets de confort. C'est ainsi, par ici, qu'ils s'engraissent sur le dos des paysans. Chemin faisant, la piste défoncée endolorie les corps et saigne les mains accrochées à la carlingue, pas un peso d'investi dans les infrastructures. Et pas seulement la route, depuis bien des heures il n'y a pas un poste de santé, pas une école, rien et personne, seulement la jungle. Enfin, après quelques quatre heures, nous arrivons au refuge humanitaire de Caño Tomas. Malgré la difficulté du voyage, plus de cinq cents personnes participent finalement à la rencontre internationale. Il faut saluer la parfaite organisation de l'ASCAMCAT qui a surmonté toutes les épreuves pour accueillir dans les meilleures conditions tous les participants, et par ici rien n'est facile. Après l'enregistrement des nouveaux venus et un robuste petit déjeuner cuisiné sur les feux de bois, il est temps de rentrer dans le vif du sujet. Sous un vaste ranch au toit de palme et aux piquets de bois, l'estrاده accueille le défilé

des participants et des leaders campesinos. Les viva fusent et la température augmente encore d'un cran. Les messages de soutien des participants venus de tout le pays finissent en applaudissements sous la harangue des étudiants qui concluent leurs mots par de vibrant Hasta la victoria siempre! Les camarades du Venezuela sont copieusement applaudis. L'esprit bolivarien soutient l'assemblée. Les présentations laissent place aux mots des collectifs d'avocats, l'assemblée intervient, la logique de la résistance s'impose dans ces mots d'ordre de la rencontre : plus de montages judiciaires; nous sommes défenseurs des droits de l'Homme, pas terroristes; nous sommes campesinos pas terroristes ! Un petit groupe électrogène fournit l'électricité et permet de voir les messages enregistrés des compagnons qui vivent dans la clandestinité depuis la promulgation des ordres de capture. Des messages de soutien arrivent depuis l'Europe et même depuis les États-Unis. Les banderoles décorent le refuge, ce petit territoire de paix d'à peine un kilomètre carré, bordé par un cours d'eau clair et rafraichissant, par une plantation de cacao abandonnée depuis que les fumigations ont irréversiblement condamnées toutes les récoltes futures, résonne pendant quelques heures de la détermination d'une communauté prête à surmonter toutes les oppressions. Qu'importe la fatigue, le manque de médicaments, de professeurs, d'infrastructures et de respect de la part de ceux de la ville, qu'importe le blocus sur la nourriture et le manque de débouchés de la culture traditionnelle, qu'importe même les morts et les prisonniers politiques, ici on reste debout, digne et fier, jusqu'aux ultimes conséquences de ses choix réfléchis. Je ne peux que raconter ces deux moments forts où l'assemblée toute entière est parcourue d'un intense frisson d'émotion malgré la fournaise de l'après-midi. Viennent partager sur l'estrade les familles des camarades injustement emprisonnées. Une femme dans la force de l'âge, des sanglots dans la voix, surmontant le trac de parler devant une si grande foule, nous parle de son père, un vieux paysan déjà, qui se désespère et se meure entre les quatre murs d'une sordide prison d'état, et dont le seul crime est d'être un bon père de famille, humble et travailleur, qui a choisit de se joindre à l'organisation plutôt que de laisser à ses enfants le même monde que lui a du supporter. En prison il pleure souvent. Dans l'assemblée certains retiennent leurs larmes face à se témoignage poignant. Par ici, camarade ou simple lecteur, la vie dure endure la peau mais pas les cœlurs. Un peu plus tard, Olga, dirigeante de l'ASCAMCAT dont et le père et l'oncle sont incarcérés, rappelle alors que dans le Catatumbo un ordre de capture ne se refuse à personne, et que tous et toutes sont sous cette vicieuse épée de Damoclès. Elle qui a déjà échappé de peu à la mort lors d'une poursuite avec des tueurs aux ordres des paramilitaires il y a quelques mois, rappelle aussi que d'autres camarades, comme ceux de ASTRACATOL de TOLIMA ont dans leurs rangs plus d'un mort. Et que la mort est une possibilité. Une possibilité acceptée comme prix à payer pour la liberté et l'émancipation du peuple. Je ne saurai expliquer avec quelques mots le nouveau frisson qui traversa certains d'entre nous lorsque Olga s'est dite confiante en la combativité de l'assemblée présente au cas ou la mort viendra la prendre. Ce fut le silence, et pourtant, il n'y a aucun doute, si la situation empire encore, plus d'un(e) ce lèvera et acceptera, comme elle, comme tous et toutes qui sommes investis de cet espoir pour des lendemains meilleurs et conscients de la nécessité du combat, et bien ensemble nous reprendrons la lutte jusqu'aux ultimes conséquences de nos actes réfléchis. Lors de la conférence de presse, ceux qui sont étrangers au territoire et aux terribles banalités du quotidien des zones rurales en Colombie, restent médusés quand Pablo, l'actuel coordinateur du refuge humanitaire, répondant à une question d'un jeune journaliste barbu, nous expliquera que les deux bureaux de vote pour le secteur de Teorama, La cooperativa et La pista, sont des lieux fantômes depuis plus de dix ans, et que malgré tout à chaque élection sortent des bulletins de vote se répartissant également, 40% pour le parti du président Uribe (partido de la U), 40% pour le parti conservateur et 20% pour le parti libéral. Malgré les dénonciation auprès des autorités compétentes, rien ne change, et les élections pour le congrès du mois de mars dernier n'ont pas fait exception à la règle. Pas de bureau de vote mais des résultats quand même! Comment donc sera élu le prochain président de la république pour l'élection de cette fin de mois de mai? Devinez! Certains disent encore que en Colombie il y a un état de droit, et démocratique en plus! Il est impossible de raconter en détail tous les événements de cette imposante rencontre. Ceux de la tribune et ces quelques moments partagés avec la vie paysanne des camarades du Catatumbo. Simplement la campagne internationale pour la libération des prisonnier politiques et pour l'arrêt des violations des droits de la communauté est lancée. Elle doit vivre, chaque jour et chaque seconde enfler comme un fleuve turbulent qui cherche par tous les moyens à se frayer un chemin vers la mer, cette campagne doit aboutir à la vérité et à la libération inconditionnelle des camarades internés. Parce que chaque jour qui passe, chaque heure qui s'écoule, les camarades sont en prison sous le coup d'infâmes et ridicules montages judiciaires, et leurs familles sont dans l'angoisse de l'attente de chaque décision de « justice ». Il n'est pas besoin de rappeler que les prisons colombienne sont loin d'être des endroits sécurisés pour les prisonniers politiques accusés d'être en relation avec la guérilla. Alors ils faut mobiliser toutes nos forces pour que cesse le silence, pour que les violeurs des idées de justice et de liberté ne soient pas les maîtres, et pour soutenir sans l'ombre d'une hésitation ceux et celles qui luttent depuis les magnifiques collines du Catatumbo. Rien de plus et rien de moins :

Libertad por el Catatumbo, no mas montajes judiciales. Somos campesinos no terroristas!

Pour les compagnons emprisonnés et leurs familles : Soutien inconditionnel ! Les personnes actuellement injustement détenues sont : Diosmel Galvis Vergel

Roimar Carrascal
 José de Dios Benítez
 Edilson Márquez
 Gabriel Quintero
 Aleida Angarita
 Jesus Antonio Quintero Salazar
 José Alberto Quintero Salazar
 Olinto Salazar Pabón
 Diorgen Acosta

Héctor Saúl Carrascal
Neyder Carrascal.

Eneil Pérez Calderón Tous et toutes, reconnus dans la région pour leur travail auprès de la communauté, sont accusés de rébellion, terrorisme et association de malfaiteurs; certains sont poursuivis en plus pour narcotrafic. Par ailleurs, la fiscalía a lancé deux ordres de capture contre José del Carmen Abril Abril président et représentant légal de L'ASCAMCAT et contre Jhonny Feldred Abril Salcedo qui a été jusqu'alors le coordinateur du refuge humanitaire de Caño Tomas. Archibald Emorej